

venaient à assurer la main-mise de l'Etat sur toutes les activités et étranglaient la révolution sociale. En mars, on découvre les "patrullas de control", ensembles d'ouvriers armés. Les forces de l'armée durent être directement dirigées par l'Etat et ne pas être affiliées à un mouvement politique ou syndical. Les réactions furent violentes. Le gouvernement de Compagnys éclata. Il en refera un autre avec la participation CNT-UGT etc...mais la situation restait explosive. L'épreuve de force était inévitable.

Elle commença avec les communistes de participer au défilé du premier mai avec les anarchistes, tandis que la police se livre aux actes ordinaires de provocation. Le 3 mai, l'action gouvernementale se déclenche. La police s'attaque à l'immeuble des téléphones sur ordre du ministre de l'Intérieur, Aiguade (membre du parti de Compagnys), à l'insu des membres anarchistes du gouvernement, et opérant par surprise l'occupe jusqu'au premier étage, mais doit s'arrêter là par suite de la résistance des ouvriers à l'intérieur. La CNT proteste au près du gouvernement qui parle de mal-entendu, de faire retirer les troupes, mais qui le lendemain fait occuper le palais de Justice. Les ouvriers de la CNT-FAI et du POUM descendent dans la rue, les barricades se dressent, la bataille s'engage. Elle durera trois jours et fera 500 morts.

Le gouvernement justifie son action par le fait que la CNT "possède l'immeuble des PTT et y a installé des tables d'écoute" (I)

Curieux argument! En fait, l'immeuble est légalement collectivisé, la CNT y est majoritaire comme partout.

13) Signification politique des Journées de mai.

Krivitoki, un agent de Staline, a dit que les journées de mai étaient déjà prévues par les communistes qui désiraient l'épreuve de force et espéraient même pouvoir du même coup remplacer Caballero par Negrin, jugé plus souple. La provocation de la police n'a pas dans le fond d'autre but. La bataille de rues commença donc après l'occupation du palais de Justice. Cette bataille décisive aurait dû signifier la défaite de la contre-révolution mais les leaders anarchistes offrent leur conciliation, c'est à dire, volent au secours du gouvernement. Celui-ci refuse cette conciliation, mais les dirigeants n'en continuent pas moins à exhorter les ouvriers à déposer les armes "au nom des combattants du front, de la lutte contre Franco" etc... Les dirigeants anarchistes les plus en vue viennent à Barcelone. Certains, vexés, considéraient que l'on avait voulu se débarrasser d'eux, d'autres que la CNT avait trop longtemps participé, mais tous, dans le fond, sont prêts à rentrer

---

(I) Il n'est pas sans intérêt de remarquer que cet argument a été avancé par Jean Comorera, dirigeant du parti communiste, et avec pas mal de mauvaise foi. La CNT a également publié un manifeste où il semble prouvé que Comorera aurait conspiré avec des membres du parti de Compagnys pour "réaliser l'indépendance de la Catalogne."